Coupures dâ€™eau : SÃ©golÃ¨ne Royal renonce Ã lâ€™amendement Cambon

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
March 2015

AprÃ¨s avoir apportÃ© son soutien Ã l'amendement du sÃ©nateur Cambon rÃ©tablissant les coupures d'eau pour impayÃ©, la ministre du DÃ©veloppement durable et de l'Ã‰nergie, SÃ©golÃ¨ne Royal a changÃ© d'avis et assure que le texte original de la loi sur la transition Ã©nergÃ©tique sera rÃ©tabli. La ministre a indiquÃ© : "Je tiens Ã rassurer sur la question de l'accÃ¨s Ã l'eau. AprÃ¨s expertise, j'annonce qu'il n'y aura aucun recul et que le texte sera rÃ©tabli."

La Coordination Eau ÃŽle-de-France et la Fondation France LibertÃ©s se rÃ©jouissent que le bon sens et la mobilisation l'aient finalement emportÃ© ! L'amendement Cambon, rejetÃ© par tous les sÃ©nateurs de gauche et Ã©cologistes, avait Ã©galement suscitÃ© une levÃ©e de boucliers des associations de consommateurs, la CLCV en particulier qui a Ã©crit Ã la ministre. La Coordination Eau ÃŽle-de-France et la Fondation France LibertÃ©s mais aussi la Coalition Eau et les associations de consommateurs (CLCV, UFC Que choisir) sont unanimes pour prÃ©server le principe de l'interdiction des coupures d'eau.

Les rÃ©gies publiques dÃ©cident d'un moratoire sur les coupures d'eau en application de la loi Brottes - Dans le mÃªme sens, France Eau publique (FEP) qui rÃ©unit les principales rÃ©gies publiques adhÃ©rentes de la FÃ©dÃ©ration nationale des collectivitÃ©s concÃ©dantes et des rÃ©gies (FNCCR) dont Paris, Nice, Poitiers, NorÃ©ade, a annoncÃ©, par la voix de son prÃ©sident Christophe Lime, lors d'une rencontre avec la Coordination Eau ÃŽle-de-France et la Fondation France LibertÃ©s, que les rÃ©gies adhÃ©rentes avaient dÃ©cidÃ© d'un moratoire sur les coupures d'eau en application de la Loi Brottes. Cela fait suite Ã la dÃ©cision de la NorÃ©ade, une rÃ©gie publique, de ne plus couper l'eau pour impayÃ© aprÃ¨s sa condamnation au tribunal de Valenciennes.Â

Maintenant que l'amendement Cambon n'est plus, il faut revenir Ã l'essentiel et Ã l'urgence pour les familles de faire appliquer la loi Brottes et de faire cesser les coupures qui se poursuivent encore. La Fondation France LibertÃ©s et la Coordination Eau Ile-de-France reÃ§oivent tous les jours des tÃ©moignages de personnes en difficultÃ©s victimes des coupeurs d'eau, le plus souvent Veolia et la Saur. Plus de 500 tÃ©moignages ont Ã©tÃ© recueillis Ã ce jour. Les deux associations appellent la FNCCR et la FÃ©dÃ©ration professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E) Ã suivre l'exemple de France Eau Publique et Ã appliquer la loi sans plus attendre. Les associations rappellent qu'il n'y a pas de familles pouvant payer qui acceptent de vivre sans eau. Personne ne peut vivre sans eau sans endurer un vÃ©ritable calvaire. Les associations resteront donc vigilantes et mobilisÃ©es sur l'application effective des dÃ©clarations de Mme la Ministre et le vote en ce sens des parlementaires. Elles sont disponibles pour continuer le travail entrepris dans l'intÃ©rÃªt des familles et du droit universel Ã

l'eau.

Coordination Eau IDF - France LibertÃ©s